

Cote du document: EC/116
Date: 8 avril 2022
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Investir dans les populations rurales

Procès-verbal de la cent seizième session du Comité de l'évaluation

Note à l'intention des membres du Comité de l'évaluation

Responsables:

Questions techniques:

Indran A. Naidoo

Directeur
Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA
téléphone: +39 06 5459 2274
courriel: i.naidoo@ifad.org

Nigel Brett

Directeur
Division des politiques et des résultats
opérationnels
téléphone: +39 06 5459 2516
courriel: n.brett@ifad.org

Luis Jiménez-McInnis

Secrétaire du FIDA
téléphone: +39 06 5459 2254
courriel: l.jimenez-mcinnis@ifad.org

Transmission des documents:

Deirdre Mc Grenra

Cheffe
Gouvernance institutionnelle
et relations avec les États
membres
téléphone: +39 06 5459 2374
courriel: gb@ifad.org

Comité de l'évaluation — Cent seizième session
Rome, 17 mars 2022

Pour: **Information**

Procès-verbal de la cent seizième session du Comité de l'évaluation

1. Le présent procès-verbal rend compte des délibérations – tenues par le Comité de l'évaluation à sa cent seizième session, qui s'est déroulée en ligne le 17 mars 2022.
2. Une fois approuvé par le Comité, le procès-verbal sera présenté pour information au Conseil d'administration.

Point 1 de l'ordre du jour: Ouverture de la session

3. Ont participé à la session les membres du Comité représentant le Cameroun, la France, l'Indonésie, l'Irlande, le Luxembourg, le Mexique et les Pays-Bas. Étaient également présents, à titre d'observateurs, les représentants de l'Allemagne, de l'Angola, du Canada, de la Chine, du Japon, de la République bolivarienne du Venezuela, de la République dominicaine et du Royaume-Uni. Ont en outre assisté à la session le Directeur du Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA (IOE), le Directeur adjoint d'IOE, le Vice-Président adjoint responsable du Département de la gestion des programmes, la Vice-Présidente adjointe responsable du Département de la stratégie et des savoirs, le Directeur de la Division des politiques et des résultats opérationnels, la Directrice de la Division recherche et évaluation de l'impact, le Secrétaire du FIDA et d'autres membres du personnel du Fonds.
4. L'Ambassadrice et Représentante permanente de la République du Burundi auprès du FIDA, Son Excellence Espérance Ndayizeye; M^{me} Christine Niragira, Secrétaire permanente du Ministère des finances, du budget et de la privatisation; M. Emile Butoyi, Premier Conseiller et Représentant permanent suppléant de la République du Burundi auprès des organismes des Nations Unies ayant leur siège à Rome, ont participé aux délibérations du Comité concernant l'évaluation de la stratégie et du programme de pays (ESPP) pour le Burundi. L'Ambassadeur et Représentant permanent désigné du Royaume d'Eswatini auprès des organismes des Nations Unies ayant leur siège à Rome, Son Excellence Vuyile Dlamini; M. Howard Mbuyisa, économiste agricole principal au Ministère de l'agriculture; M^{me} Philomena Bawelile Simelane, conseillère à la Mission permanente du Royaume d'Eswatini ont participé aux délibérations du Comité sur l'ESPP pour l'Eswatini. Leur présence a permis d'enrichir les délibérations en y intégrant les points de vue des gouvernements sur les évaluations les concernant.

Point 2 de l'ordre du jour: Adoption de l'ordre du jour (EC 2022/116/W.P.1 + Add.1)

5. Le Comité a adopté l'ordre du jour tel qu'il figurait dans le document EC 2022/116/W.P.1 et a pris note de l'ajout, à la rubrique « Questions diverses », d'un bref compte rendu concernant: i) la nouvelle date proposée pour la session d'octobre du Comité de l'évaluation; ii) les révisions de l'évaluation thématique de l'appui du FIDA à l'adaptation des petits exploitants agricoles aux changements climatiques et de la réponse de la direction s'y rapportant; iii) l'élection du nouveau président ou de la nouvelle présidente du Comité de l'évaluation.

Point 3 de l'ordre du jour: Évaluation de la stratégie et du programme de pays pour la République du Burundi (EC 2022/116/W.P.2)

Messages clés:

- Les membres ont insisté sur la nécessité d'entretenir et de pérenniser les infrastructures hydrauliques, ainsi que d'assurer la durabilité des approches de gestion des bassins versants, en demandant que des mesures concrètes soient prises en matière de gestion de l'eau et d'assainissement.
- Le FIDA a été invité à renforcer sa collaboration avec d'autres partenaires du développement dans le pays.
- Afin de faire le lien entre les conclusions des évaluations du programme de pays et les nouvelles stratégies de pays, les deux documents doivent être examinés en tandem chaque fois que cela est possible.

6. Le Comité de l'évaluation s'est félicité de cette première ESPP pour le Burundi, qui porte sur la période 2009-2020, ainsi que de l'accord conclusif signé par la direction du FIDA et le Gouvernement, tels qu'ils figurent dans le document EC 2022/116/W.P.2. Les membres du Comité ont loué la grande qualité de l'évaluation, malgré les défis suscités par la pandémie actuelle de COVID-19.
7. Les membres ont pris note de la déclaration faite au nom du Gouvernement burundais par Son Excellence Espérance Ndayizeye, Ambassadrice et Représentante permanente auprès du FIDA.
8. Ils ont souligné la contribution des projets du FIDA à l'adaptation aux changements climatiques dans le pays, notamment par la gestion des bassins versants, tout en insistant sur la nécessité de veiller à fournir des données de qualité sur leur impact environnemental et social. En particulier, les membres ont insisté sur la nécessité de prendre des mesures concrètes pour assurer la durabilité des approches de gestion des bassins versants et l'entretien des infrastructures d'irrigation, ainsi que sur la nécessité de diversifier les cultures pour inclure davantage de cultures à forte valeur ajoutée, par exemple l'horticulture.
9. Le FIDA a été invité à collaborer davantage avec d'autres partenaires de développement dans le pays et à étudier les moyens de relancer le groupe de travail national sur l'agriculture et le développement rural, qui était en sommeil depuis 2015. Les bons résultats du Gouvernement décentralisé ont été salués, tout comme l'incidence positive de la stratégie et du programme de pays sur l'égalité femmes-hommes. En effet, l'amélioration de l'accès des femmes aux capacités de production a permis à ces dernières de gagner en autonomie. Des mesures spécifiques devraient être envisagées pour renforcer les filières en aval. En outre, il serait intéressant d'adopter une perspective nutritionnelle pour se concentrer à la fois sur les consommateurs et les producteurs d'aliments en milieu rural, de manière à contrecarrer la tendance naturelle à se concentrer principalement sur les propriétaires fonciers.
10. Tant IOE que la direction ont fait référence aux Procédures d'évaluation sociale, environnementale et climatique et aux autres outils actuellement mis en œuvre pour répondre aux problématiques soulevées autour de la gestion des bassins versants. IOE a également fait observer que, dans les projets qu'il a récemment exécutés, le FIDA s'est davantage employé à pérenniser les associations d'utilisateurs de l'eau, à entretenir les systèmes d'irrigation et à diversifier les cultures à plus forte valeur ajoutée, mais qu'il continuait de recourir à des évaluations environnementales et sociales établies au niveau des projets plutôt que de procéder à une analyse plus vaste sur le plan géographique, comme indiqué dans la recommandation 5.

11. La direction est convenue que le Comité de l'évaluation aurait tout intérêt à faire le lien entre son examen des ESPP et les nouvelles stratégies de pays, ajoutant qu'elle étudierait, aux côtés d'IOE, la meilleure façon de procéder à cet égard. Dans l'intervalle, elle a confirmé que les conclusions de l'évaluation avaient déjà été prises en compte dans le nouveau programme d'options stratégiques pour le pays (COSOP) qui sera présenté lors du prochain Conseil d'administration. Le Fonds vert pour le climat a alloué des fonds à la gestion des terres et des bassins versants, et le nouveau portefeuille d'investissements comprend un volet substantiel consacré au renforcement des capacités de l'équipe de pays, des équipes chargées de l'exécution des programmes et du personnel des autorités locales, notamment dans le domaine de la gestion des bassins versants. Une plus grande importance sera accordée à la collaboration avec les partenaires de développement dans le pays, et des efforts seront déployés pour relancer le groupe de travail sur le développement agricole et rural du pays. Pour mieux cibler son programme de pays et améliorer la supervision et le suivi, la direction a regroupé le portefeuille du Burundi, ramenant le nombre de projets actifs de sept à cinq entre 2019 et 2022, et elle prévoit de réduire encore le portefeuille à trois opérations dans un avenir proche.
12. **Point 4 de l'ordre du jour: Évaluation de la stratégie et du programme de pays pour le Royaume d'Eswatini (EC 2022/116/W.P.3 + Add.1)**

<ul style="list-style-type: none"> • Le Comité attendait avec impatience de voir les résultats de l'ESPP intégrés dans le nouveau COSOP.

13. Le Comité de l'évaluation s'est félicité de cette première ESPP pour l'Eswatini, qui porte sur la période 2000-2021, telle qu'elle figure dans le document EC 2022/116/W.P.3, ainsi que de l'accord conclusif signé par la direction du FIDA et le Gouvernement, tel qu'il figure dans l'additif s'y rapportant.
14. Les membres ont pris note de la déclaration faite au nom du Gouvernement swazi par Son Excellence Vuyile Dlamini, Ambassadeur et Représentant permanent désigné auprès des organismes des Nations Unies ayant leur siège à Rome.
15. Les membres du Comité ont félicité l'équipe d'évaluation pour son travail rigoureux, et ont approuvé les recommandations formulées et les mesures de suivi proposées. Les conclusions et les leçons tirées de l'évaluation devraient alimenter le prochain COSOP.
16. L'ESPP a mis en évidence un faible niveau d'inclusion des ménages les plus vulnérables et des personnes ayant un accès limité aux moyens de production, tels que la terre et la main-d'œuvre domestique. Ce résultat est lié au système de filière adopté dans les projets en question. Des efforts sont actuellement déployés pour améliorer l'approche axée sur les filières et pour garantir l'inclusion des plus vulnérables. La direction a rassuré les membres en soulignant que l'on avait observé une nette évolution vers des stratégies de ciblage plus précises, en accordant une attention particulière au genre et à la jeunesse. Elle a également insisté sur l'approche résolument inclusive adoptée dans le nouveau COSOP, qui cible les plus vulnérables, notamment les personnes handicapées, et accorde une attention particulière aux personnes vivant avec le VIH/sida. En outre, le COSOP préconise un dialogue proactif avec un large éventail de partenaires de développement dans le pays, y compris les organismes des Nations Unies et le secteur privé.

Point 5 de l'ordre du jour: Synthèse d'évaluations sur la performance des pouvoirs publics dans le cadre des opérations appuyées par le FIDA (EC 2022/116/W.P.4 + Add.1)

Messages clés:

- Compte tenu de l'importance de la synthèse d'évaluations sur la performance des pouvoirs publics dans le cadre des opérations appuyées par le FIDA, le Comité de l'évaluation a recommandé de soumettre le rapport à la cent trente-cinquième session du Conseil pour permettre aux membres d'en examiner les résultats et d'en tirer des conclusions.
- Les membres ont souligné la baisse significative de la performance des autorités publiques au cours des dernières années et ont appelé la direction à tirer profit des leçons apprises pour trouver des moyens de renforcer l'appropriation et la performance du gouvernement. Les membres ont également rappelé la nécessité de bien comprendre le contexte dans lequel les gouvernements agissent et de mettre en place une gestion adaptative.

17. Le Comité de l'évaluation a réservé un accueil favorable à la synthèse d'évaluations sur la performance des pouvoirs publics dans le cadre des opérations appuyées par le FIDA, figurant dans le document EC 2022/116/W.P.4, ainsi qu'à la réponse de la direction présentée dans l'additif.
18. Ce sujet revêtant une grande importance, les membres ont proposé qu'une discussion sur la synthèse d'évaluations ait lieu lors de la prochaine session du Conseil d'administration. IOE et la direction ont salué cette proposition. Aucune recommandation ne figure dans le rapport. En effet, les synthèses d'évaluations ne s'accompagnent pas toujours de recommandations et, en particulier dans le cas du sujet en question, il n'existe pas de solution unique. Dans la mesure où il est axé sur l'apprentissage, le rapport contient des conclusions à l'intention de la direction, afin d'éclairer la conception et l'exécution des projets.
19. Les membres ont constaté avec inquiétude la baisse significative de la performance des autorités publiques au cours des dernières années, et la difficulté à en déterminer les causes profondes. Les pays en situation de fragilité n'ont pas obtenu de moins bons résultats que les autres pays à cet égard, ce qui laisse à penser que le FIDA devrait poursuivre, voire intensifier, ses efforts dans les contextes fragiles.
20. Alors que les projets exécutés par les autorités locales ont enregistré des résultats constants, la part du portefeuille du FIDA mise en œuvre par ces dernières a diminué. La direction s'est engagée à en rechercher la cause.
21. L'appropriation par le gouvernement est la condition sine qua non de l'efficacité des projets. L'évaluation a souligné la nécessité de bien comprendre le contexte local et l'économie politique, de favoriser les relations à long terme et de promouvoir la flexibilité et la gestion adaptative. Le rôle du FIDA dans le renforcement des institutions, l'amélioration des capacités nationales et la mise en place d'une concertation sur les politiques est essentiel pour améliorer les performances, mais le financement de ces activités non contraignantes n'est pas toujours facile à obtenir.
22. La direction a fait remarquer que ce sont les gouvernements qui exécutent les projets, et non le FIDA. Par conséquent, le FIDA n'a exercé qu'une influence limitée sur certains des principaux défis identifiés dans le rapport, tels que l'appropriation et les capacités internes du pays. Néanmoins, la direction a pris des mesures pour améliorer la performance du gouvernement par le truchement d'initiatives en cours et prévues.

23. IOE et la direction se sont accordés pour dire que la motivation et le sentiment d'appropriation étaient les principaux facteurs de réussite des gouvernements. À cet égard, la direction a noté que les projets plus importants et ceux cofinancés avec d'autres partenaires bénéficiaient souvent d'une plus grande visibilité, et donc d'une plus grande appropriation. Elle a ajouté que pour obtenir des résultats concluants, il était capital de trouver le bon partenaire d'exécution et de recruter et de conserver le personnel adéquat tout au long de la période d'exécution du projet. En outre, l'implication des ministères des finances aux côtés des ministères de l'agriculture pourrait également améliorer les performances. La direction travaille actuellement à l'élaboration d'un plan d'action pour la durabilité, qui prévoit notamment la mise en place de stratégies de sortie avec les gouvernements, de manière à pérenniser les activités liées au projet, tant sur le plan financier que sur celui du renforcement des capacités.
24. La direction est convenue qu'une bonne analyse du contexte était cruciale, et a souligné que la gestion adaptative était un pilier essentiel de la Douzième reconstitution des ressources du FIDA (FIDA12). Des efforts considérables ont été déployés pour garantir de meilleures données en temps réel afin de favoriser la réactivité. À cet égard, la direction a déclaré que l'adoption de la politique de restructuration avait permis de bénéficier d'une plus grande souplesse pour reprogrammer les composantes et les activités du projet en fonction des performances.
25. Elle a également reconnu combien le renforcement des capacités était essentiel. Le FIDA a beaucoup investi dans les activités connexes, tant au niveau des équipes de pays, par le truchement de la formation interne, qu'en utilisant des dons pour soutenir le renforcement des capacités du personnel de projet dans des domaines clés tels que la passation de marchés, la gestion financière et le suivi-évaluation.

Point 6 de l'ordre du jour: Informations actualisées concernant la version révisée du Manuel de l'évaluation (EC 2022/116/W.P.5)

Message clé:

- Les membres du Comité se sont félicités des progrès accomplis dans l'élaboration du Manuel de l'évaluation révisé, qui fournit un cadre cohérent englobant à la fois les fonctions d'autoévaluation et d'évaluation indépendante au FIDA.

26. Le Comité de l'évaluation s'est félicité des informations actualisées fournies par IOE et la direction concernant les progrès réalisés dans la rédaction du Manuel de l'évaluation révisé, telles qu'elles figurent dans le document EC 2022/116/W.P.5.
27. Les membres du Comité ont constaté que le Manuel de l'évaluation révisé englobait à la fois les fonctions d'autoévaluation et d'évaluation indépendante du FIDA, assurant ainsi une cohérence entre les deux fonctions, et tenant ainsi compte des meilleures pratiques et normes internationales, y compris celles découlant du Programme 2030.
28. En ce qui concerne le contenu, les membres se sont félicités que la nécessité de ne laisser personne de côté, le changement en profondeur, la justice sociale, l'intersectionnalité entre les genres et la résilience climatique aient été érigés au rang de priorité et que l'accent ait été mis sur le contexte et l'adaptabilité.
29. Dans le même temps, la nécessité de prêter attention aux conflits et à la fragilité a été soulignée afin de mieux comprendre ces contextes au niveau institutionnel. Les activités autres que les prêts, comme la gestion des connaissances, le développement de partenariats et la concertation sur les politiques, sont considérées comme essentielles pour renforcer les capacités et promouvoir l'appropriation par les pays. Les enseignements tirés de ces activités permettraient

d'éclairer les discussions futures sur le budget et de justifier l'allocation de ressources à ces activités. La direction a également été encouragée à envisager des délais ni trop courts ni trop longs pour mesurer l'impact et les résultats porteurs de transformations. La direction a indiqué que les activités d'évaluation seraient davantage axées sur un horizon temporel intermédiaire puisque l'utilisation d'indicateurs permettant de suivre les résultats à moyen terme au niveau des effets directs est devenue obligatoire pour les projets approuvés durant FIDA12.

30. En réponse à l'appel à une diffusion plus large du Manuel de l'évaluation révisé à des destinataires autres que le personnel du FIDA, IOE a confirmé que le manuel serait traduit dans toutes les langues officielles du FIDA et présenté à l'occasion de réunions internationales consacrées à l'évaluation. La partie II du manuel, contenant des descriptions spécifiques des produits de l'évaluation, sera prochainement diffusée et traitera des évaluations conjointes. Le manuel doit être considéré comme un document dynamique qui évoluera et devra être adapté.
31. L'harmonisation des normes d'évaluation du FIDA avec les normes et indices internationaux (par exemple, l'indice de l'autonomisation des femmes dans l'agriculture) utilisés par d'autres organismes contribuerait à comparer les investissements et les résultats du FIDA avec ceux d'autres acteurs travaillant dans le même contexte, notamment dans des contextes fragiles. En ce qui concerne les changements climatiques, la direction a déclaré que les études d'impact lui ont permis d'élaborer des méthodes très solides pour mesurer la résilience et l'adaptation aux changements climatiques, qui collectent et utilisent les données du système d'information géographique et des données satellitaires. Le FIDA s'efforce constamment d'améliorer la mesure de la résilience en créant des indicateurs cohérents et objectifs en plus de ceux qui sont actuellement utilisés (c'est-à-dire les indicateurs de base relatifs aux effets directs et la capacité subjective à surmonter les chocs). Ces méthodes seront présentées en détail dans la partie II du manuel. Les membres ont également été informés que le rapport sur l'action climatique serait publié plus tard cette année, à temps pour la Conférence des Parties (COP 27).

Point 7 de l'ordre du jour: Informations actualisées sur l'étude d'impact de FIDA11 (EC 2022/116/W.P.6)

Message clé:

- Le Comité de l'évaluation a accueilli favorablement les informations actualisées fournies par la direction concernant l'étude d'impact de FIDA11.

32. Il s'est félicité des informations actualisées également fournies par la direction concernant l'approche adoptée aux fins de l'élaboration de l'étude d'impact de FIDA11, ainsi que des progrès accomplis et des résultats obtenus à cet égard, telles qu'elles figurent dans le document EC 2022/116/W.P.6.
33. Le Comité a remercié la direction pour le document exhaustif qu'elle a produit et pour les approches à la fois novatrices et rigoureuses adoptées aux fins de la collecte de données sur le terrain, compte tenu des défis sans précédent suscités en partie par la pandémie de COVID-19. Les membres ont apprécié les efforts consentis pour privilégier les entretiens en face à face, dans le respect de protocoles stricts en matière de santé et de sécurité, plutôt que les sondages téléphoniques. Les membres ont également fait part de leur intérêt à en savoir plus sur d'autres sources concernant la triangulation des résultats, les conclusions sur le handicap et le genre, en particulier l'impact que la pandémie a eu sur les femmes en tant que consommatrices, productrices, ouvrières et mères dans le système alimentaire.

34. La direction a déclaré qu'il était difficile de mesurer ce qu'il serait advenu en l'absence de la pandémie, étant donné que les deux groupes, celui des participants et celui des témoins, ont été touchés par la pandémie. Cependant, étant donné que les participants et les membres du groupe témoin ont été touchés de manière équivalente par la COVID-19 (ce qui a été vérifié à l'aide de questions ciblées dans les sondages sur les ménages), il a été possible de mesurer l'impact attribuable aux projets appuyés par le FIDA. En outre, grâce aux indicateurs de résilience, il a été possible de faire la distinction entre des facteurs tels que les chocs de prix, les chocs météorologiques ou les chocs macroéconomiques, ce qui a permis de mieux comprendre les différents types de chocs affectant les bénéficiaires du FIDA et dans quelle mesure les investissements du Fonds ont permis de renforcer la résilience face à ces chocs.
35. La direction a rappelé que des travaux étaient en cours pour améliorer la méthode destinée à mesurer la résilience dans le contexte des études d'impact (dans le cadre d'un exercice interne actuellement mené dans l'ensemble de l'institution), en tirant des données de systèmes de télédétection et du système d'information géographique ainsi que de la documentation pertinente la plus récente.

Point 8 de l'ordre du jour: Questions diverses

Messages clés:

- Le Comité de l'évaluation a accepté de reprogrammer la cent dix-neuvième session du Comité au mardi 18 octobre 2022.
- Les membres du Comité seront appelés à élire un nouveau président ou une nouvelle présidente lors de la cent dix-septième session, en juin. Les membres ont été invités à se concerter en conséquence.

36. Le Secrétaire a informé les membres de la nécessité de reprogrammer la cent dix-neuvième session du Comité de l'évaluation, initialement prévue le vendredi 14 octobre 2022, en raison d'un chevauchement avec le Comité de la sécurité alimentaire mondiale et la Journée mondiale de l'alimentation. À l'issue d'une consultation avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et le Programme alimentaire mondial, il a été proposé que la session se tienne plutôt le mardi 18 octobre. Les membres du Comité ont accepté la proposition.
37. Le Secrétaire a informé les membres que, comme suite à la lettre émanant de la Représentante permanente de l'Inde auprès du FIDA, Son Excellence D^{re} Neena Malhotra, dans laquelle celle-ci faisait part de la démission de l'Inde de la présidence du Comité de l'évaluation après la cent seizième session, un point relatif à l'élection du nouveau président ou de la nouvelle présidente serait inscrit à l'ordre du jour provisoire de la cent dix-septième session, en juin. Les membres ont été invités à se concerter en vue de parvenir à un consensus et de garantir le bon déroulement de cette élection.
38. Enfin, comme l'en ont informé IOE et la direction, le Secrétaire a déclaré que les versions révisées de l'évaluation thématique de l'appui du FIDA à l'adaptation des petits exploitants agricoles aux changements climatiques et de la réponse connexe de la direction ont été versées à la plateforme interactive réservée aux États membres. Toutes deux avaient été initialement soumises à l'examen de la cent quinzième session. Les documents ont été révisés pour des raisons d'exactitude factuelle.
39. Enfin, le Secrétaire a informé le Comité que cette session était la dernière à laquelle participait M. Bommakanti Rajender. Le Secrétaire et les délégués ont exprimé leur profonde gratitude et leur reconnaissance à l'égard de M. Rajender pour l'incalculable contribution qu'il a apportée aux travaux du Comité.

Clôture de la session

40. Le président du Comité a mentionné que, conformément à la rotation convenue de la composition des pays, il s'agissait de la dernière session du Comité de l'évaluation à laquelle participait le Luxembourg en tant que membre, et il a remercié les délégués du Luxembourg de leur précieuse contribution aux travaux du Comité.
41. Il a été rappelé au Comité que le Bureau du Secrétaire ferait circuler le projet de procès-verbal de la session, comprenant les messages clés indiqués par les membres du Comité, pour approbation. La version finale du procès-verbal serait soumise pour information au Conseil d'administration à sa cent trente-cinquième session.